

réels à mesure que les économies croîtront, mais il est évident que tous les pays sont aux prises avec de lourds déficits et qu'ils manquent de ressources pour satisfaire à tous les besoins. Dans de telles circonstances, il est à prévoir que les pays de l'OTAN continueront d'affecter une partie proportionnellement plus petite de l'avoir national aux activités militaires.

Fermeture des réacteurs atomiques aux États-Unis

■ Aux États-Unis, le plutonium et le tritium servant à fabriquer les ogives nucléaires sont produits dans un vaste complexe atomique, à Savannah River dans la Caroline du Sud. Dans le passé, le réacteur de Hanford, dans l'État de Washington, constituait une source secondaire d'approvisionnement. Or, ce dernier réacteur, qui s'apparente, quant à la conception, aux réacteurs de Tchernobyl, a été fermé il y a quelque temps pour des raisons de sécurité. En août, on a également mis hors service le réacteur de Savannah River, là aussi pour des motifs de

sécurité, de sorte que les États-Unis sont temporairement privés d'un approvisionnement soutenu en matériaux fissibles. La situation est particulièrement grave dans le cas du tritium qu'il faut remplacer périodiquement dans les ogives nucléaires. D'après des rapports parus en décembre, le complexe de Savannah ne rouvrirait pas avant la fin de 1989.

En octobre, la presse a eu vent d'une note de service rédigée pour DuPont, la nouvelle société exploitant le complexe de Savannah; le document mentionnait trente des accidents les plus graves survenus au complexe entre 1957 et 1988. Le pire s'est produit en 1960, quand des techniciens ont, par inadvertance, laissé la puissance du réacteur augmenter dix fois plus rapidement que le taux limite considéré comme étant sûr, ce qui risquait de provoquer un emballement du réacteur. Un accident semblable a eu lieu en août 1988 et a entraîné la fermeture de l'installation. En octobre également, des fonctionnaires du ministère américain de l'Énergie ont dit

sous serment savoir depuis des décennies qu'il y avait des émissions radioactives importantes à d'autres usines du Ministère, en Ohio et au Colorado, usines qui servent à fabriquer des armes. On estime maintenant qu'il en coûtera 1,7 milliard de dollars US pour éliminer ces émissions.

À plus long terme, le secrétaire américain à l'Énergie, M. John S. Herrington, a proposé de construire deux nouveaux réacteurs de production de tritium (un à Savannah, et l'autre dans l'Idaho); il en coûterait 6,8 milliards de dollars US pour réaliser ce projet. À court terme, on continue de s'interroger sur les conséquences militaires du manque de tritium. Diverses idées ont été formulées pour résoudre le problème : réduire la quantité de tritium dans les ogives, ce qui aurait pour effet de raccourcir le délai de remplacement, ou encore démonter les ogives moins importantes de l'arsenal pour conserver en bon état celles qui sont essentielles.

Le débat qui se poursuit sur la question aux États-Unis intéresse le Canada dans une certaine mesure, étant donné que le manque de tritium pour des usages militaires influe sur le prix du produit sur le marché (il se situerait à l'heure actuelle à environ 30 000 \$ US le gramme). L'Hydro-Ontario dispose de grandes quantités de tritium et elle a demandé au gouvernement de la province de statuer sur les ventes de ce matériau à l'étranger. Cependant, il est peu probable que les autorités américaines envisagent d'acheter du tritium au Canada. Quand on l'a interrogé sur cette éventualité, le secrétaire adjoint américain à l'Énergie, M. Troy E. Wade, aurait déclaré : «Si j'étais président du Comité mixte des chefs d'état-major, je n'aimerais pas compter sur le Canada pour obtenir un approvisionnement garanti.» (*New York Times*, 9 octobre 1988)

En bref

■ Dans sa première allocution prononcée devant le Congrès au sujet du budget militaire, au début de février, le président Bush a proposé d'assujettir au taux d'inflation le budget du Pentagone en 1990 et d'autoriser une augmentation de 1 p. cent au cours des deux exercices financiers suivants. Si la proposition est acceptée, l'ampleur des restrictions qu'elle supposera pourrait entraîner l'annulation de grands programmes d'acquisition de nouveaux systèmes d'armes, tels que le bombardier «furtif» B-2 ou le sous-marin d'attaque *Seawolf*, au lieu de

nécessiter simplement des réductions dans tous les programmes.

■ À la mi-décembre 1988, le ministre soviétique de la Défense a annoncé le nom du successeur du maréchal Sergéi Akhromeyev. Son choix en a surpris beaucoup : en effet, c'est le colonel-général Mikhaïl A. Moïseïev qui est devenu le nouveau Chef du Grand état-major. Cet officier de quarante-neuf ans était auparavant commandant du District militaire d'Extrême-Orient; il est peu connu des observateurs occidentaux. Il lui incombera d'opérer en Europe de l'Est les retraits militaires que M. Gorbatchev a annoncés antérieurement. D'aucuns voient dans la désignation du général Moïseïev (le Chef du Grand état-major le moins élevé en grade à être nommé depuis le début de la Seconde Guerre mondiale), un signe montrant que Moscou cherche à insuffler un esprit novateur dans la hiérarchie militaire supérieure du pays. Le maréchal Akhromeyev, qui a joué un rôle de premier plan au sein de l'équipe soviétique de négociations sur les armements, continuera de servir de conseiller spécial auprès de M. Gorbatchev au sein du Conseil de défense de l'URSS.

■ En novembre, le président Bush a annoncé la nomination de M. Brent Scowcroft dans le poste de conseiller en matière de sécurité nationale. M. Scowcroft s'est déjà déclaré en faveur de politiques contraires à la perspective du gouvernement Reagan. Il continue d'encourager la mise au point du missile mobile *Midgetman* à ogive simple, engin dont une commission présidentielle présidée par M. Scowcroft avait préconisé l'adoption en 1982, mais que le Président et le Comité mixte des chefs d'état-major avait rejeté avec mépris par la suite. M. Scowcroft a par ailleurs proposé d'interdire tous les missiles de croisière mer-sol munis d'ogives nucléaires, car leur existence entraînerait, selon lui, la croissance d'une grave menace soviétique au large des côtes américaines. Et il éprouve des doutes quant à l'avenir immédiat d'un système spatial complet de défense contre les missiles, car il croit que Washington devrait s'en tenir à la recherche dans ce domaine. Contrairement à ce qui est le cas pour le poste de secrétaire à la Défense, la nomination du conseiller en matière de sécurité nationale ne nécessite pas la sanction du Sénat américain. □

— DAVID COX

quasi-parité entre les deux alliances qui ne confère à aucune d'entre elles un avantage militaire décisif.

Les écarts considérables existant entre les deux jeux de données s'expliquent en bonne partie par l'application de méthodes de décompte différentes. Dans le domaine des chars, par exemple, l'OTAN exclut un grand nombre de véhicules (plus de 14 000, d'après l'OTV) parce que ce ne sont pas des chars de combat, selon elle. Au chapitre de l'artillerie, l'OTAN ne compte que les pièces d'un calibre supérieur à 100 millimètres, ce qui élimine, toujours selon l'OTV, plus de 42 000 canons. Le Pacte de Varsovie soutient par ailleurs qu'il faut compter les avions embarqués et le personnel de marine; or, c'est là une position que l'OTAN a toujours rejetée. Aucun des deux blocs ne s'est soucié de quantifier deux facteurs dont on estime généralement qu'ils influent de façon critique sur l'équilibre des forces : la qualité de l'équipement, le moral et l'entraînement des troupes.

Dans la réponse préliminaire qu'ils ont fournie après la diffusion des chiffres de l'OTV, les porte-parole de l'OTAN ont mis l'accent sur l'abandon du secret par l'Est plutôt que sur les règles de calcul. Cependant, dix jours après la parution du document de l'OTAN, un organe dont on avait peu prévu la réaction, a contesté la position de l'Alliance atlantique selon laquelle le Pacte de Varsovie aurait les moyens de déclencher une attaque-surprise. Au début de décembre, en effet, le *US House Armed Services Committee* a diffusé un rapport intitulé *The Soviet Readiness for War*. Après avoir considéré les données sur les forces en place (forces prêtes à combattre, sans mobilisation) de l'OTAN et de l'OTV, le Comité a déduit que l'avantage dont le Pacte de Varsovie dispose à cet égard ne semble pas suffisant pour convaincre un chef politique ou militaire de l'URSS que les forces du Pacte sont capables de mener une attaque-surprise contre l'Alliance atlantique. Le Comité a conclu qu'une attaque parfaitement orchestrée représentait la pire menace pour l'OTAN; or, cela exigerait des préparatifs pouvant durer jusqu'à trois mois. D'un autre côté, pareille situation souligne la nécessité pour les gouvernements occidentaux d'informer leurs populations nationales sur les efforts de mobilisation qui s'imposeraient, car pour réagir promptement face à la menace, ils auraient besoin de l'appui inconditionnel du public. Le Comité a également affirmé que, dans le contexte de la limitation des armements, il était important d'adopter des mesures pour ralentir l'application de tout plan de mobilisation.